

-- Baromètre des TPE --

**Emploi : dans le rouge pour le 5^{ème} trimestre consécutif
et des Politiques jugés impuissants**

Paris, le 13 novembre 2014 – La 56^{ème} édition du Baromètre des TPE, l'enquête de conjoncture trimestrielle réalisée par l'IFOP pour Fiducial auprès des Très Petites Entreprises fait état d'une extrême fragilité des entreprises arrivées à saturation ; saturation envers la situation économique et sociale, saturation envers les politiques et organes représentatifs qui peinent à proposer des mesures efficaces pour les sortir d'un marasme qui dure depuis trop longtemps.

Recherche désespérément reprise économique et optimisme

Plus de la moitié des TPE (52 %) ont enregistré un recul de leurs ventes entre juillet et septembre 2014 contre 24 % qui les ont vu progresser. En moyenne, leur chiffre d'affaires a diminué de 8 % en un trimestre.

Si l'activité des entreprises reste affaiblie, **l'indicateur de la situation financière des TPE* se dégrade moins fortement pour s'établir à -28, après avoir atteint le semestre précédent son niveau historique le plus bas (-32)**. Les artisans pâtissent davantage du contexte économique avec un indice à -36. Allant de pair avec des difficultés toujours importantes, la situation de trésorerie demeure fragile : 48 % des entreprises sont à l'équilibre et 24 % dans le rouge (- 2 points), avec un secteur de l'hôtellerie qui subit davantage les effets de la conjoncture (36 % ont une trésorerie négative).

L'étude de la préoccupation des TPE à l'égard de leur **situation financière laisse entrevoir une forte disparité entre les secteurs d'activité**. Alors que 36 % de l'ensemble des patrons de TPE sont inquiets, cette moyenne s'établit à 46 % pour ceux exerçant dans l'hôtellerie et le BTP et à 49 % pour les artisans.

Dans ce contexte, **88 % des patrons de TPE sont pessimistes** sur la situation en France, **score le plus élevé** depuis la création du baromètre, et **64 % pour l'avenir de leur activité**.

La pause fiscale : un mythe pour les patrons de TPE

En décalage avec l'annonce du président de la République lors de son interview du 6 novembre dernier de ne plus augmenter les impôts d'ici la fin de son mandat, **66 % des patrons pronostiquent une hausse de leur fiscalité en tant que particulier en 2015, et 54 % pour leur entreprise**.

La destruction d'emplois se poursuit

Depuis le 2^{ème} trimestre 2013, la situation de l'emploi n'en finit plus de se dégrader. **La création nette d'emplois** s'établit à -1,5 contre -0,5 anticipé par les chefs d'entreprise interrogés au mois de juillet. Elle demeure ainsi négative pour le 5^{ème} trimestre consécutif**. En cause : un niveau bas des embauches pour la saison – seuls 12 % des entreprises ont recruté entre juillet et septembre (contre 13 % à 15 % habituellement à cette période de l'année) – et un niveau de suppression de poste élevé (9 %). Aucune éclaircie n'apparaît à l'horizon puisque **uniquement 6 % des patrons envisagent d'embaucher dans les 3 prochains mois avec une création nette prévue à -0,5** ; soit le plus mauvais 3^{ème} trimestre depuis la création du baromètre en 2000.

Les chefs d'entreprise sont attachés à la sauvegarde des acquis sociaux de leurs salariés

L'action gouvernementale en matière d'emploi est considérée comme un échec par les patrons de TPE : 92 % d'entre eux considèrent inefficaces les politiques menées depuis 2012 pour faire baisser le chômage.

Pour autant, certaines propositions chocs du MEDEF pour relancer l'emploi obtiennent des notes qui pourraient se solder à l'école par un redoublement : **4,2 pour la suppression de 2 jours fériés et 3,8 pour l'instauration d'un SMIC ou d'un revenu minimal jeune** plus bas que le salaire minimum existant.

Les autres mesures proposées par le gouvernement, le MEDEF et la CGPME, ne convainquent pas non plus les patrons d'embaucher. Appelés à noter 17 mesures pour relancer l'emploi, seules 5 de ces dispositifs dépassent la note moyenne de 7 sur 10.

Lorsque l'on demande aux dirigeants interrogés quelle mesure ils retiendraient parmi les 17, ils optent prioritairement pour la suppression des 35 h (27 %) et l'exonération de charges sociales pendant deux ans pour tout nouvel emploi supplémentaire (19 %). Ces deux propositions devancent largement les autres mesures testées.

Panne de reconnaissance envers les politiques : Valls s'effondre et Sarkozy n'est plus l'homme providentiel

Le discours d'amour du Premier ministre aux entreprises aura laissé les patrons de TPE insensibles. **Manuel Valls semble même plus proche de la rupture avec une cote de confiance de 18 %** (-15 points en 6 mois).

Interrogés sur le retour à la vie politique de l'ex-président de la République, Nicolas Sarkozy, les dirigeants sont moins enthousiastes que par le passé. Alors qu'ils ont massivement voté pour lui en 2012, ils sont désormais une majorité (56 %) à rejeter sa candidature. Pour les deux tiers des patrons de TPE, Nicolas Sarkozy possède l'étoffe d'un président de la République. Une majorité (56 %) le juge également sympathique. À l'inverse, seuls 36 % estiment qu'il tient ses engagements et surtout 31 % qu'il est honnête.

Au regard de ces enseignements, Jean-Marc Jaumouillé, Directeur des techniques professionnelles de Fiducial, souligne : « Rien n'y fait et ce n'est pas les tentatives d'hypnose avec le sujet de la simplification qui rassurera les dirigeants de TPE. Ce leurre ne peut pas améliorer les scores d'adhésion à l'égard de l'exécutif. Comptez par vous-même : 50 mesures de simplification depuis 18 mois, 50 nouvelles mesures annoncées, alors que depuis le 1^{er} janvier 2014 l'appareil législatif et administratif a accouché de 15 lois, 38 ordonnances, 1 057 décrets et 2 925 décrets*** ».

* indicateur de situation financière : % des TPE constatant une amélioration de leur situation financière par différence au % de celles enregistrant une dégradation.

** création nette d'emplois : différence entre les créations et les suppressions de postes.

*** Chiffre arrêté au 31 octobre 2014.

Méthodologie de l'Etude :

Echantillon de 1 001 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), raisonné sur les critères secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région d'implantation de l'entreprise et interrogé par téléphone du 6 au 20 octobre 2014. Des résultats nationaux représentatifs : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

Fiducial

FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs.

Créée en 1970 par Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, FIDUCIAL s'est développée grâce à une dynamique de **croissance ininterrompue depuis plus de 40 ans**. En Europe, ses 11 700 collaborateurs regroupés au sein de 622 agences servent **265 000 clients**.

La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui a permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier, de l'informatique et de la sécurité. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.

Présente sur tout le territoire national avec **une agence tous les 30 kilomètres**, FIDUCIAL est le véritable partenaire des chefs d'entreprise et, grâce à son offre globale, leur permet de se consacrer pleinement à leur métier.

Contacts Presse :



56^{EME} BAROMETRE DES TPE

Le baromètre trimestriel de conjoncture
des Très Petites Entreprises
Fiducial-IFOP

MISE EN PERSPECTIVE DES INDICATEURS RECURRENTS DU BAROMETRE DE CONJONCTURE

L'optimisme pour le climat général des affaires :

- Avril 2011 : 36 %
- Juillet 2011 : 31 %
- Octobre 2011 : 23 %
- Janvier 2012 : 29 %
- Avril 2012 : 28 %
- Juillet 2012 : 25 %
- Novembre 2012 : 18 %
- Février 2013 : 18 %
- Mai 2013 : 16 %
- Juillet 2013 : 23 %
- Novembre 2013 : 18 %
- Janvier 2014 : 22 %
- Mai 2014 : 21 %
- Juillet 2014 : 15 %
- **Novembre 2014 : 12%**

L'optimisme pour leur activité :

- Avril 2011 : 57 %
- Juillet 2011 : 54 %
- Octobre 2011 : 49 %
- Janvier 2012 : 50 %
- Avril 2012 : 51 %
- Juillet 2012 : 50 %
- Novembre 2012 : 46 %
- Février 2013 : 46 %
- Mai 2013 : 43 %
- Juillet 2013 : 48 %
- Novembre 2013 : 44 %
- Janvier 2014 : 47 %
- Mai 2014 : 39 %
- Juillet 2014 : 36 %
- **Novembre 2014 : 39%**

La confiance dans les actions du Gouvernement (% de bonne opinion) :

- Janvier 2011 : 26 %
- Avril 2011 : 34 %
- Juillet 2011 : 34 %
- Octobre 2011 : 33 %
- Janvier 2012 : 35 %
- Avril 2012 : 41 %
- Juillet 2012 : 32 %
- Novembre 2012 : 20 %
- Février 2013 : 17 %
- Mai 2013 : 14 %
- Juillet 2013 : 13 %
- Novembre 2013 : 13 %
- Janvier 2014 : 20 %
- Avril 2014 : 33 %

Indicateur de situation financière par rapport aux 3 derniers mois (% amélioration - % dégradation) :

- Avril 2011 : -7
- Juillet 2011 : -9
- Octobre 2011 : -15
- Janvier 2012 : -18
- Avril 2012 : -17
- Juillet 2012 : -14
- Novembre 2012 : -20
- Février 2013 : -25
- Mai 2013 : -24
- Juillet 2013 : -20
- Novembre 2013 : -24
- Janvier 2014 : -25
- Mai 2014 : -25
- Juillet 2014 : -32
- **Novembre 2014 : -28**

Evolution des créations nettes d'emplois :

- 1^{er} trimestre 2011 : 0
- 2^{ème} trimestre 2011 : + 2
- 3^{ème} trimestre 2011 : +1,5
- 4^{ème} trimestre 2011 : 0
- 1^{er} trimestre 2012 : 0
- 2^{ème} trimestre 2012 : +1
- 3^{ème} trimestre 2012 : -1
- 4^{ème} trimestre 2012 : -4
- 1^{er} trimestre 2013 : -2
- 2^{ème} trimestre 2013 : +0,5
- 3^{ème} trimestre 2013 : -2,5
- 4^{ème} trimestre 2013 : -1
- 1^{ème} trimestre 2014 : -2,5
- 2^{ème} trimestre 2014 : -2
- **3^{ème} trimestre 2014 : -1,5**

Evolution des embauches réalisées sur 3 mois :

- 4^{ème} trimestre 2010 : 11 %
- 1^{er} trimestre 2011 : 11 %
- 2^{ème} trimestre 2011 : 12 %
- 3^{ème} trimestre 2011 : 14 %
- 4^{ème} trimestre 2011 : 12 %
- 1^{er} trimestre 2012 : 10 %
- 2^e trimestre 2012 : 10 %
- 3^e trimestre 2012 : 14 %
- 4^{ème} trimestre 2012 : 11 %
- 1^{er} trimestre 2013 : 10 %
- 2^{ème} trimestre 2013 : 12 %
- 3^{ème} trimestre 2013 : 13 %
- 4^{ème} trimestre 2013 : 12 %
- 1^{ème} trimestre 2014 : 9 %

- Juillet 2014 : 19 %
- Novembre 2014 : 18 %

- 2^{ème} trimestre 2014 : 10 %
- 3^{ème} trimestre 2014 : 12 %